

## DECISION DU PRESIDENT PAR DELEGATION

### Attribution de subventions Commerc'en Action

Décision D-2024-237

Le Président de la communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-10 relatif au régime de délégation au Président ;
- Vu la délibération DEL-CC-2021-191 du Conseil Communautaire en date du 09/11/2021 par laquelle il a été donné délégation au Président de prendre toute décision concernant l'attribution des subventions dans le cadre de la mise en œuvre d'un dispositif d'aides approuvé par le Conseil Communautaire (dans la limite des crédits prévus au Budget) ;
- Vu la délibération DEL-CC-2022-081 en date du 28/06/2022 adoptant le règlement d'attribution d'un dispositif d'aide au conseil pour les TPE de proximité en centre-bourg, centre-ville
- Vu l'arrêté n°A-2023-59 par lequel le Président donne délégation à Madame Emmanuelle MENARD, 1ère Vice-Présidente, concernant les domaines suivants : économie, agriculture, emploi et formation, foncier à vocation économique ;
- Considérant** l'avis favorable du comité de sélection « Commerc'en action » en date du 13 juin 2024.

#### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer la subvention suivante :

Bénéficiaire	Commune	Activité	Thème de la prestation conseil	Montant maximum de la subvention accordée
LES DOUCEURS DE VIRGINIE	Bressuire	Boutique de chocolats	Mon commerce visible et connecté	1 200 €

**ARTICLE 2 :** Le Président ou toute personne habilitée à le représenter signera les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

**ARTICLE 3 :** Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame le Sous-Préfet de BRESSUIRE, à Monsieur le Receveur Municipal de THOUARS et au bénéficiaire mentionné à l'article 1.

Information de cette décision sera faite en séance de conseil communautaire.

Fait à Bressuire, le 25/07/2024

La Vice-Présidente,  
Madame Emmanuelle MENARD

Transmis en préfecture le ..... 30 JUIL. 2024 .....

Notifié ou publié le ... 30 JUIL. 2024 .....

Le Président,  
-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte  
-informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification/ou publication.

